

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative – Bât D  
19 rue de Ciron  
Cedex 09  
81013 Albi

Albi, le 21/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SA COVED**

777 avenue des Terres Noires  
81370 Saint-Sulpice-La-Pointe

Références : 81-DECHETS-2025-62  
Code AIOT : 0006806903

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2025 dans l'établissement SA COVED implanté Route de Lavour BP 07 81370 Saint-Sulpice-la-Pointe. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale "coup de poing" sur l'incendie dans les installations de tri, transit et regroupement de déchet.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SA COVED
- Route de Lavour BP 07 81370 Saint-Sulpice-la-Pointe
- Code AIOT : 0006806903

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COVED exploite sur le site:

- des installations de transit, regroupement, tri (rubrique 2713, 2714, 2715, et 2716);
- une unité de compostage (2780-2b régime de la déclaration);
- une installation de stockage de déchets non dangereux en post-exploitation.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 7
- Déchets
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Plan des bâtiments et aires de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Demande d'action corrective	3 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie - Réserve de sables	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Demande d'action corrective	3 mois
7	Dispositifs de prévention des accidents - Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1	Demande d'action corrective	3 mois
11	Dispositions d'exploitation - Etat des stocks et hauteur	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. IV	Demande d'action corrective	3 mois
12	Situation administrative - 2714	Lettre du 14/01/2013	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
16	Etanchéité des zones de stockage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.7	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Implantation – Aménagement	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie - Extincteurs	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie - point d'eau incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie - Détection automatique	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Sans objet
8	Dispositifs de prévention des accidents - Exercice incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1	Sans objet
9	Rétention des eaux incendie - confinement externe	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	Sans objet
10	Dispositions d'exploitation - consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	Sans objet
13	Situation administrative - 2713	Lettre du 14/01/2013	Sans objet
14	Situation administrative - 2716	Lettre du 14/01/2013	Sans objet
15	Situation administrative - 2711	Lettre du 14/01/2013	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le risque incendie est un enjeu bien identifié par l'exploitant. Il a mis en place sur son site des moyens de détection automatique (caméra thermique) et différents moyens de lutte contre l'incendie (RIA, colonne sèches, extincteurs, réserves incendie avec aire d'aspiration pour les pompiers). Des procédures pour l'utilisation de ces moyens sont en place et l'exploitant procède régulièrement à des exercices de mise en œuvre.

Par ailleurs, l'inspection a constaté des altérations du sol au niveau des zones de stockages pouvant impacter l'étanchéité. L'exploitant a prévu de réaliser des travaux afin de rénover des zones (devis signé transmis à l'inspection).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Implantation – Aménagement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins des services d'incendie et de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Une des façades de chaque bâtiment fermé est équipée d'ouvrants présentant une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. [...]
<b>Constats :</b>  Le site dispose d'une voie d'accès permettant l'intervention des secours. Le jour de l'inspection cette voie était dégagée et aucun stationnement de véhicule ne gênait l'accès. Le site dispose de différentes zones de stockage dont plusieurs sont couvertes et ouvertes entièrement sur une façade.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Plan des bâtiments et aires de gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire; [...]
<b>Constats :</b>

Le plan de défense incendie présente une vue aérienne avec des annotations permettant de représenter les différentes zones de stockage de site. Ce plan ne fait pas apparaître la zone de stockage de bois ni les zones de stockage de produits.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de compléter son plan afin de faire apparaître l'ensemble des zones de stockage et de préciser les risques associés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie - Extincteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.</li> </ul> [...]
<b>Constats :</b>  L'installation dispose de nombreux extincteurs (env 38 extincteurs sur le centre de tri, la compostière et les engins) répartis sur les différentes zones de stockage. L'exploitant indique qu'il a récemment fait l'acquisition de nouveaux extincteurs. Le plan de défense incendie n'a pas encore été mis à jour pour tenir compte des nouveaux équipements (cf point de contrôle 7). Les extincteurs ont fait l'objet d'une vérification périodique en date du 3 décembre 2024. Le compte rendu de la vérification ainsi que le registre de sécurité a pu être consulté par l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie - point d'eau incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Points d'eau incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p>

<p>1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;</p> <p>2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.</p> <p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures.</p> <p>Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <p>[...]</p>
--

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>4 RIA</b> alimentés par une bache souple de réserve d'eau d'une <b>capacité de 200m<sup>3</sup></b> et équipés d'un surpresseur pouvant fonctionner avec une alimentation électrique ou thermique le cas échéant. Les RIA ont été vérifiés le 3/12/2024.</li> <li>- <b>de colonnes sèches</b> (3 prises) pouvant être alimentées par la bache souple</li> <li>- d'un dispositif de <b>sprinklage</b> sur la presse au niveau de l'alimentation et de la sortie</li> <li>- <b>d'un bassin de réserve incendie d'une capacité de 160 m<sup>3</sup></b> équipée d'une aire d'aspiration avec raccord pompier. L'exploitant indique que l'aire d'aspiration a été testée par les pompiers. Le jour de l'inspection le bassin était plein. L'exploitant indique qu'il est alimenté par un puits de pompage situé sur l'ancienne installation de stockage de déchet.</li> </ul> <p>Par ailleurs le site est équipé d'un local « incendie » où sont stockés des lances, des tuyaux et une motopompe.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser comment il s'assure que la réserve incendie pompier dispose en permanence y compris en période estivale d'un volume de 120 m<sup>3</sup> minimum.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie - Détection automatique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection automatique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;</li> </ul>

[...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est équipé de 2 caméras thermiques reliées à un dispositif d'astreinte. Une des caméras permet la surveillance de la presse. La deuxième caméra est pivotante et permet la surveillance de la plateforme principale de stockage des déchets. Ces caméras sont régulièrement (mensuellement) testées pour vérifier leur fonctionnement.</p> <p>L'inspection a pu constater la présence des caméras et visionner le dernier test de fonctionnement.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il disposait d'une caméra thermique portative et qu'une ronde est effectuée tous les soirs à la fermeture du site pour vérifier l'absence de point chaud. L'inspection a constaté la présence de la caméra et a pu consulter le registre des rondes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie - Réserve de sables**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserve de sable
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre l'incendie que le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'il dispose d'une petite réserve de matériaux inertes (petit gravier) qui le cas échéant pourrait être utilisé à l'aide d'un engin du site.</p> <p>Cette réserve ne répond pas à la disposition réglementaire selon l'inspection car :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- elle n'est pas située à proximité des risques,</li> <li>- aucune pelle n'est située à proximité,</li> <li>- ce moyen d'extinction n'est pas répertorié dans le plan de défense incendie du site.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'équiper son site d'une réserve de sable meuble ou matériaux assimilés ou de justifier que les matériaux inertes présents sur son site peuvent être utilisés pour la lutte contre l'incendie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites



<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Dispositifs de prévention des accidents - Plan de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>« Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>« Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>« - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li> <li>« - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>« - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li> <li>« - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li> <li>« - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li> <li>« - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li> <li>« - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;</li> <li>« - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li> <li>« - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li> <li>« - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>« - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.»</li> </ul>

**Constats :**

Le site dispose d'un plan de défense incendie qui a été présenté à l'inspection. Ce plan comporte :

- l'organisation de la première intervention avec un schéma d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener,
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées,
- un plan des entreposages intérieur et extérieur. **L'inspection note que la zone de stockage de bois n'est pas représentée.**
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie. **Ce plan doit être mis à jour** pour tenir compte des nouveaux extincteurs et de la présence des colonnes sèches.
- une liste des produits chimiques présents sur site avec des quantités associées. **Les modalités de mise à dispositions des FDS ne sont pas précisées.**
- la liste du personnel susceptible d'intervenir avec les formations suivies. L'inspection a pu consulter par échantillonnage l'attestation de formation d'un des agents.

Le plan de défense incendie ne comporte pas :

- les modalités d'accès pour les services de secours et d'incendie en périodes non ouvrées,
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, avec leur sectorisation et les modalités de leur manœuvre

Des boîtes rouges accessibles aux services de secours sont présentes à l'entrée du site. Elles contiennent un plan de défense incendie. La version disponible n'est pas à jour par rapport à la version présentée par l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant :

- de compléter son plan de défense incendie,
- de mettre en place la dernière version du plan de défense incendie dans les boîtes prévues à cet effet à l'entrée du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 8 : Dispositifs de prévention des accidents - Exercice incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exercice incendie

**Prescription contrôlée :**

[..]

« Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

« Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

« Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

[...]

**Constats :**

L'exploitant indique procéder à des exercices incendie régulièrement avec un objectif de 3 par an. Lors des exercices, un évènement est simulé et le temps d'intervention est mesuré. L'inspection a pu consulter le compte-rendu du dernier exercice qui a eu lieu le 20 février 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Rétention des eaux incendie - confinement externe**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11

**Thème(s) :** Risques accidentels, Confinement externe

**Prescription contrôlée :**

[...]

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égoûts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.

Les dispositifs internes sont interdits lorsque que des matières dangereuses sont stockées.

[...]

En cas de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces systèmes. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermées par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. [...]

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site étant autorisé avant 2018, cette disposition n'est pas opposable.</p> <p>Néanmoins, le site dispose d'un bassin de confinement des eaux. Seules les eaux de la plateforme principale et des zones de stockage des balles peuvent être confinées. Les eaux de la zone de stockage de bois ne sont pas raccordées à ce bassin.</p> <p>Le bassin est obturable par un dispositif gonflable. L'inspection a pu constater la présence de l'obturateur et de la procédure d'obturation. L'exploitant signale à l'inspection que des travaux sont en cours pour équiper le bassin d'une vanne qui sera actionnable avec un commutateur facilitant l'isolation du bassin.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Dispositions d'exploitation - consignes d'exploitation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose de procédures pour l'utilisation et/ou la mise en œuvre des équipements permettant la détection et la lutte contre l'incendie. Les procédures sont situées à proximité des équipements.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Dispositions d'exploitation - Etat des stocks et hauteur**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreposage des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]« En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets. » (Applicable à compter du 1er janvier 2025)</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p>

[...]

**Constats :**

Les stockages de déchets constatés le jour de l'inspection n'excède pas 6 mètres.  
Le site n'établit pas d'état des lieux hebdomadaire des stocks. En revanche, une comptabilité mensuelle est effectuée les stockages de balles.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de tenir une comptabilité des stocks présents hebdomadairement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 12 : Situation administrative - 2714**

**Référence réglementaire :** Lettre du 14/01/2013

**Thème(s) :** Situation administrative, Situation administrative

**Prescription contrôlée :**

La Préfète du Tarn atteste que cette entreprise bénéficie en application de l'article L513-1 du code de l'environnement d'un droit acquis à poursuivre son activité en conformité avec les décrets n°2010-367 et 2010-369 du 13 avril 2010 sous les rubriques suivantes:

Rubrique, régime et libellé	Nature et capacité maximale autorisée
<b>2714 - A</b> - Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup>	Transit et tri de déchets non dangereux Collecte sélective: 600m <sup>3</sup> Cartons: 300 m <sup>3</sup> Plastiques: 1000 m <sup>3</sup> Bois non dangereux: 500 m <sup>3</sup> Pneumatiques usagés: 500 m <sup>3</sup> <b>Total: 2900 m<sup>3</sup></b>

**Constats :**

L'inspection n'a pas pu évaluer de manière suffisamment précise la quantité des déchets présents afin de vérifier la conformité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de vérifier que les quantités autorisées sont respectées en

Il est demandé à l'exploitant de vérifier que les quantités autorisées sont respectées en permanence, le cas échéant en définissant des volumes maximum des stockage pour chacune des zones.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 13 : Situation administrative - 2713**

**Référence réglementaire :** Lettre du 14/01/2013

**Thème(s) :** Situation administrative, Situation administrative

**Prescription contrôlée :**

La Préfète du Tarn atteste que cette entreprise bénéficie en application de l'article L513-1 du code de l'environnement d'un droit acquis à poursuivre son activité en conformité avec les décrets n°2010-367 et 2010-369 du 13 avril 2010 sous les rubriques suivantes:

Rubrique, régime et libellé	Nature et capacité maximale autorisée
<b>2713- 2 - D</b> - Installation de transit, regroupement ou tri de métaux et de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant: 2. supérieur ou égal à 100 m <sup>2</sup> mais inférieur à 1000 m <sup>2</sup>	Transit, transfert de métaux, issus de déchets industriels ou de chantiers <b>Surface: 100 m<sup>2</sup></b>

**Constats :**

Les métaux présents sur le site sont issus des opérations de tri. Une seule benne dont l'évacuation est régulière est présente sur le site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 14 : Situation administrative - 2716**

**Référence réglementaire :** Lettre du 14/01/2013

**Thème(s) :** Situation administrative, Situation administrative

**Prescription contrôlée :**

La Préfète du Tarn atteste que cette entreprise bénéficie en application de l'article L513-1 du code de l'environnement d'un droit acquis à poursuivre son activité en conformité avec les décrets n°2010-367 et 2010-369 du 13 avril 2010 sous les rubriques suivantes:

Rubrique, régime et libellé	Nature et capacité maximale autorisée
<b>2716 - 2 - DC</b> - Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1000 m <sup>3</sup>	Transit de déchets non dangereux commerciaux, industriels, et du bâtiment en mélange <b>Total: 500 m<sup>3</sup></b>

**Constats :**

Le site dispose d'une seule zone de réception de déchets en mélange, qui sont triés au fur et à mesure. La zone dédiée au stockage de déchets en mélange ne dépassent pas les 500 m<sup>3</sup> le jour de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 15 : Situation administrative - 2711**

**Référence réglementaire :** Lettre du 14/01/2013

**Thème(s) :** Situation administrative, Situation administrative

**Prescription contrôlée :**

La Préfète du Tarn atteste que cette entreprise bénéficie en application de l'article L513-1 du code de l'environnement d'un droit acquis à poursuivre son activité en conformité avec les décrets n°2010-367 et 2010-369 du 13 avril 2010 sous les rubriques suivantes:

Rubrique, régime et libellé	Nature et capacité maximale autorisée
<b>2711- 2 - D</b> - Installation de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques. Le volume susceptible d'être entreposé étant: 2. supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1000 m <sup>3</sup>	Transfert de DEEE <b>Volume: 120 m<sup>3</sup></b>

**Constats :**

Le site ne reçoit pas de déchets d'équipements électriques et électroniques. Les déchets présents

sont issus du tri et présents en quantité très limitée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Etanchéité des zones de stockage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques de pollutions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le sol des aires et des bâtiments où sont entreposés ou manipulés des métaux, alliages de métaux, des déchets ou des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que le sol notamment au niveau de la zone de stockage de déchets en mélange est endommagé et ne permet ainsi plus de garantir l'étanchéité. L'exploitant indique avoir identifié ce point et commandé les travaux nécessaires. Un devis signé a été transmis à l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'effectuer les travaux nécessaires pour garantir l'étanchéité des sols au niveau des zones de stockage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois